



Dossier de demande d'autorisation environnementale pour l'exploitation d'installations de stockage d'alcools de bouche

à SEGONZAC (16)

PARTIE N° 1 RÉSUMÉ NON TECHNIQUE DE L'ÉTUDE D'INCIDENCE

Destinataires	Société	Email	Téléphone
L TESSENDIER E. DUMOULIN	DISTILLERIE TESSENDIER ET FILS	l.tessendier@cognac-tessendier.com e.dumoulin@cognac-tessendier.com	05 45 35 36 34

Numéro de version	Établie par	Vérifié par	Approuvé par	Date
1	A. RABILLON	C. MUSSET	L. TESSENDIER	9 juin 2021

ENVIRONNEMENT XO SARL
N° SIRET : 830 339 636 000 29
59 – 61 Avenue Beaupréau
17390 LA TREMBLADE, FRANCE
Tél. : 06 63 55 85 22
Mail : cedric.musset@e-xo.fr



Table des matières

1. LE DEMANDEUR	5
1.1 IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE	5
1.2 DONNÉES SUR LE SITE	5
1.3 LOCALISATION DE L'INSTALLATION	5
2. ORGANISATION DE L'ENTREPRISE	6
3. OBJET DU DOSSIER	6
4. CADRE RÉGLEMENTAIRE	6
5. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET INSTALLATIONS EXISTANTES	7
6. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS PROJÉTÉS	7
6.1 PÉRIMÈTRE DU PROJET	7
6.2 DESCRIPTION DES ACTIVITÉS.....	8
6.2.1 AIRES DE DÉPOTAGE.....	8
6.2.2 RÉCEPTION ET EXPÉDITIONS D'ALCOOLS EN VRAC.....	8
6.2.3 STOCKAGE D'ALCOOLS EN VRAC.....	9
6.3 RÉSEAUX ET UTILITÉS.....	11
6.4 CONSOMMATIONS.....	12
6.5 FLUX MATIÈRES.....	12
7. CLASSEMENT PROJÉTÉ DES INSTALLATIONS ET ACTIVITÉS	12
7.1 RAYON D'AFFICHAGE	13
8. CAPACITÉS TECHNIQUES ET FINANCIÈRES	14
9. CALCUL DES GARANTIES FINANCIÈRES	14
10. ÉTUDE DES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	14
10.1 SYNTHÈSE DE LA SENSIBILITÉ DES MILIEUX	14
10.2 SYNTHÈSE DES IMPACTS DU PROJET ET DES MESURES PRÉVUES.....	19
10.3 MESURES DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL	23

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Localisation du site.....	6
Figure 2 : Périmètre ICPE projeté	7
Figure 3 : Rayon d'affichage.....	13

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Identification de la personne morale	5
Tableau 2 : Données sur le site.....	5
Tableau 3 : Coordonnées géographiques du site	5
Tableau 4 : Parcelles cadastrales	8
Tableau 5 : Caractéristiques des constructions existantes	10
Tableau 6 : Consommations actuelles et projetées	12
Tableau 7 : Stocks et flux de matières projetés	12
Tableau 8 : Synthèse des capacités de stockage projetées	12
Tableau 9 : Classement ICPE projeté	12
Tableau 10 : Classement du site au titre de la loi sur l'eau.....	12
Tableau 11 : Application de la règle de cumul au site.....	13
Tableau 12 : Données financières de la société	14
Tableau 13 : Planning des travaux et répartition des coûts	14
Tableau 14 : Synthèse de la sensibilité des milieux.....	19
Tableau 15 : Synthèse des mesures prises et des impacts résiduels	22

1. LE DEMANDEUR

1.1 IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

N° identification RCS	905 420 295 R.C.S. ANGOULÊME
SIRET	905 420 295 00032
Date d'immatriculation	21/12/1954
Dénomination sociale	DISTILLERIE TESSENDIER & FILS
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital social	1 500 118,98 €
Adresse du siège	94 RUE ROBERT DAUGAS 16100 COGNAC
Activités principales/Code APE	1101Z : Production de boissons alcooliques distillées
Président	Monsieur Lilian TESSENDIER
Chiffre d'affaires en 2019	33 200 800 €

Tableau 1 : Identification de la personne morale

1.2 DONNÉES SUR LE SITE

Adresse du site	AU MALESTIER 16130 SEGONZAC
Directeur général	Monsieur Lilian TESSENDIER
Effectifs sur le site	0
Horaires de fonctionnement - Administration - Exploitation	8 h 30 – 12 h 30/14 h – 17 h 30
Nombre de jours travaillés	253 jours par an.

Tableau 2 : Données sur le site

1.3 LOCALISATION DE L'INSTALLATION

Le site de la société TESSENDIERS ET FILS sera implanté :

- dans le département de la CHARENTE (16),
- sur la commune de SEGONZAC (code postal 16130 et code INSEE 16366) sur la rue du PETIT MAIRAT,
- à 10 km au sud-est de COGNAC,
- à 11 km au nord de BARBEZIEU-SAINT-HILAIRE,
- à 26 km à l'ouest d'ANGOULÊME.

Référentiel	Lambert II Étendue	WGS84	Lambert 93
X	399950,54	0° 13'42.5244 O	448 463,17
Y	2 071 624,72	45° 36'56.1096 N	6 506 927,29
Z	50 m NGF		

Tableau 3 : Coordonnées géographiques du site



Source : Géoportail

Figure 1 : Localisation du site

2. ORGANISATION DE L'ENTREPRISE

L'organigramme actuel de la société se décompose comme suit :

- Monsieur Lilian TESSENDIER, Président ;
- Monsieur Jérôme TESSENDIER, Directeur Général ;
- Monsieur JORDAN COSSON, Responsable maintenance ;
- Madame Élodie DUMOULIN, Responsable QSE.

3. OBJET DU DOSSIER

Ce dossier constitue la demande d'autorisation environnementale pour la création du site de stockage d'alcools de bouche de la DISTILLERIE TESSENDIER ET FILS.

Ce document vise à présenter l'ensemble des données administratives exigées pour ce dossier.

Le projet consiste en la création de 4 chais de 2 952,26 m² de capacité maximale unitaire égale à 4 800 m³ sur un site nouveau.

Les volumes de stockages d'alcools projetés pour ce site franchissent le seuil réglementaire SEVESO seuil bas relatif à la rubrique ICPE 4755.

4. CADRE RÉGLEMENTAIRE

Les installations classées visées à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement sont définies dans la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) établie par décret en Conseil d'État.

Les quantités d'alcools projetées relèveront du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 4755 de cette nomenclature des Installations Classées.

En application du Livre V Titre 1 du Code de l'Environnement relatif aux ICPE, l'entreprise doit faire l'objet d'une autorisation, dénommée autorisation environnementale.

À compter du 1^{er} Mars 2017, les différentes procédures et décisions environnementales pour les projets soumis à la réglementation des ICPE et les projets soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau ont été fusionnées au sein de l'autorisation environnementale unique.

Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sont soumises à cette nouvelle procédure d'autorisation environnementale unique.

Cette réforme permet de renforcer la phase amont de la demande d'autorisation pour offrir au pétitionnaire une meilleure visibilité des règles dont relève son projet, notamment à travers d'échanges en amont du dépôt. Les porteurs de projet peuvent désormais solliciter de l'administration soit des échanges (entretien, réunion, etc.) soit un « certificat de projet » qui identifie les régimes et procédures dont relève le projet, précise le contenu attendu du dossier et surtout, peut fixer en accord avec le porteur du projet un calendrier d'instruction dérogatoire aux délais légaux, s'il y a accord entre le pétitionnaire et l'administration.

L'instruction de la demande d'autorisation environnementale est prévue en 3 phases :

- une phase d'examen de 4 mois,
- une phase d'enquête publique de 3 mois,
- une phase de décision de 2 mois éventuellement prorogable.

Élément historique du dossier de demande d'autorisation ICPE, la notice hygiène et sécurité disparaît du dossier de demande d'autorisation environnementale.

Le passage en CODERST n'est plus non plus systématique, il est laissé à l'appréciation du préfet.

À noter que l'autorisation environnementale ne vaut pas autorisation d'urbanisme. L'autorisation d'urbanisme peut être délivrée avant l'autorisation environnementale mais elle ne peut être exécutée qu'après la délivrance de l'autorisation environnementale.

5. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET INSTALLATIONS EXISTANTES

Le site est actuellement en friche et ne comporte aucune installation.

Il est alimenté par les réseaux :

- d'eau potable,
- d'électricité,
- de traitement des eaux usées de la commune de SEGONZAC,
- de télécommunication.

Le site dispose de trois accès : deux accès goudronnés et un accès par les chemins viticoles.

6. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ET AMÉNAGEMENTS PROJÉTÉS

6.1 PÉRIMÈTRE DU PROJET

Le périmètre ICPE projeté est présenté ci-dessous sur une surface 60 432 m² et s'étend sur dix-sept parcelles cadastrales.



Figure 2 : Périmètre ICPE projeté

N° Parcelle	Adresse	Surface (m ²)
000 AE 35	Au Malestier 16130 SEGONZAC	11 868
000 AE 34		1 521
000 AE 79		7 343
000 AE 81		14 994
000 AE 43		3 161
000 AE 42		3 187
000 AE 41		2 912
000 AE 40		1 754
000 AE 37		203
000 AE 85		1 977
000 AE 87		1 808
000 AE 78		2 940
000 AE 14		858
000 AE 13		104
000 AE 76		433
000 AE 74		896
000 AE 15		4 473
TOTAL Site		60 432

Tableau 4 : Parcelles cadastrales

6.2 DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Le projet consiste en la création d'un nouveau site de stockage d'alcools de bouche. L'entreprise a prévu la construction de :

- 4 chais de 2 952,26 m² pouvant contenir 4 800 m³ d'alcool ;
- 300 m² de bureaux ;
- 8 aires de dépotage d'alcool ;
- 1 aire de pesée ;
- 1 réserve incendie de 3 400 m³ ;
- 1 bassin étouffoir de 500 m³ ;
- 1 réserve incendie de 600 m³ ;
- 1 bassin de rétention de 2 400 m³ ;
- 1 bassin de confinement de 6 000 m³ ;
- 1 noue pour les eaux de pluie de 1 800 m³ ;
- 1 local sprinkler avec une cuve de 952 m³ ;
- 6 places de parking pour poids lourds ;
- des places de parking pour véhicules légers ;
- des haies boisées ;
- des espaces verts ;
- des clôtures ;
- 20 977 m² de voirie goudronnée.

6.2.1 AIRES DE DÉPOTAGE

Le site disposera de huit aires de dépotage d'alcool, répartie par paire au nord et au sud de chaque chai.

Ces aires seront imperméabilisées et matérialisées au sol. Elles seront placées en rétention déportée via une connexion au bassin étouffoir et au bassin de rétention. Chaque aire disposera d'un poste permettant aux camions de se connecter à la terre lors des opérations de dépotage.

6.2.2 RÉCEPTION ET EXPÉDITIONS D'ALCOOLS EN VRAC

Les opérations de chargement et de déchargement seront régies par des consignes opératoires (accès, stationnement, matériels) et de sécurité (mise à la terre...) liées aux opérations de réception et d'expédition. Elles seront transmises au personnel du site et aux chauffeurs intervenant sur le site.

L'affichage sera réalisé à l'entrée des chais et sur les postes de dépotage.

Les transports seront réalisés par le personnel de la société et par des transporteurs extérieurs agréés. L'entreprise procèdera aux vérifications d'usage avant de donner l'accord de dépoter aux transporteurs.

Les transporteurs extérieurs recevront le protocole de sécurité et la procédure de dépotage à respecter au niveau de l'établissement. Ces documents seront co-signés.

Les opérations de dépotage s'effectueront toujours en présence d'un employé de l'entreprise habilité au transport des matières dangereuses en citerne.

Les camions seront équipés de :

- 2 extincteurs de 6 kg à poudre et 1 extincteur cabine,
- d'équipements individuels (baudrier, lampe torche),
- d'équipements de 1^{ers} secours (gants, lunettes, bottes, eau),
- d'autres éléments indispensables de sécurité (signaux d'avertissement, cales).

Les documents de bord à présenter seront les suivants :

- les certificats d'agrément valides pour les boissons alcoolisées « 3065 » classe 3 groupe II (TAV<70°) ou III (TAV>70°),
- les certificats de jaugeage,
- les cartes grises,
- les attestations d'assurance,
- les certificats d'épreuve des citernes.

Les camions-citernes auront une capacité entre 260 hl et 300 hl, ils seront compartimentés. Les dépotages seront réalisés avec les flexibles et pompes du site.

Le remplissage des fûts, des cuves ou des tonneaux sera réalisé par un opérateur, par pompage via un flexible et un robinet manuel.

L'opération sera surveillée et contrôlée manuellement. La commande déportée permettra à l'opérateur de surveiller le niveau et d'arrêter la pompe à distance.

6.2.3 STOCKAGE D'ALCOOLS EN VRAC

Les chais seront implantés à une distance de 20 m les uns des autres et à au moins 25 m de la limite d'exploitation. Ils seront donc considérés comme indépendants au sens du « Cahier des charges fixant les prescriptions applicables aux nouveaux stockages d'alcool de bouche soumis à autorisation à sa version de juin 2008. ».

Les 4 chais seront identiques et leurs caractéristiques sont détaillées dans le tableau suivant :

Composant		Chai n° 1	Chai n° 2	Chai n° 3	Chai n° 4
Dimensions	Longueur intérieure	63,05 m	63,05 m	63,05 m	63,05 m
	Largeur intérieure	47,00 m	47,00 m	47,00 m	47,00 m
	Surface intérieure	2 952,26 m ²	2 952,26 m ²	2 952,26 m ²	2 952,26 m ²
	Hauteur sous ferme	7,53 m	7,53 m	7,53 m	7,53 m
	Hauteur au faîtage	11,10 m	11,10 m	11,10 m	11,10 m
Matériaux	Toiture	Tuiles	Tuiles	Tuiles	Tuiles
	Isolant sous-plafond	Placoplatre BA13 + 220 mm laine de verre	Placoplatre BA13 + 220 mm laine de verre	Placoplatre BA13 + 220 mm laine de verre	Placoplatre BA13 + 220 mm laine de verre
	Murs périphériques	CF 4 h	CF 4 h	CF 4 h	CF 4 h
	Nature du sol	Terre battue et béton	Terre battue et béton	Terre battue et béton	Terre battue et béton
Description des éléments de sécurité incendie	Portes Extérieures	4	4	4	7
		E30	E30	E30	CF ½ h
	Portes intérieures	0	0	0	0
		/	/	/	/
	Exutoires	16	16	16	16
		60 m ²	60 m ²	60 m ²	60 m ²
		Automatique et Manuelle	Automatique et Manuelle	Automatique et Manuelle	Automatique et Manuelle
	Extincteurs	Oui	Oui	Oui	Oui
	PIA	Oui	Oui	Oui	Oui
Contenu des chais	Quantité Susceptible d'être Présente	4 800 m ³	4 800 m ³	4 800 m ³	4 800 m ³
	Mode de stockage	Fûts sur rack et cuves	Fûts sur rack et cuves	Fûts sur rack et cuves	Fûts sur rack et cuves
	Cuve inox	11 x 300 hl	11 x 300 hl	11 x 300 hl	11 x 300 hl
	Mise en rétention	Déportée (2 400 m ³)	Déportée (2 400 m ³)	Déportée (2 400 m ³)	Déportée (2 400 m ³)

Tableau 5 : Caractéristiques des constructions existantes

Quelle que soit la configuration des stockages et la répartition entre les contenants bois ou inox, l'aménagement des stockages doit respecter les dispositions suivantes :

- la largeur de l'allée principale ou latérale d'au minimum 3 m,
- la profondeur des installations de stockage (rime, rack, rangée de tonneaux ou cuve...) par rapport à une allée principale ne doit pas excéder 15 m.

6.3 RÉSEAUX ET UTILITÉS

ÉLECTRICITÉ

Le site sera raccordé au réseau électrique existant sur la Zone d'Activité « LE MALESTIER ».

EAU POTABLE

Le site est déjà raccordé au réseau d'eau potable de la commune. La consommation annuelle est estimée à 330 m³. Cette eau servira aux besoins sanitaires si nécessaire, au nettoyage des équipements et à l'alimentation des dispositifs de lutte contre les incendies.

EAUX DE PROCESS

Au regard des activités réalisées, l'entreprise ne produira pas d'eaux industrielles.

EAUX USÉES

Les eaux sanitaires usagées seront évacuées vers le réseau communal de traitement des eaux usées.

EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales des toitures seront évacuées vers le bassin d'eaux de pluie.

Les eaux pluviales issues des voiries et des aires de dépotage seront traitées par des voies naturelles et infiltrées via le bassin d'eau de pluie.

Ce bassin a été dimensionné pour accueillir toutes les eaux pluviales même en cas d'épisode pluvieux centennales.

EAUX ACCIDENTELLES

Toutes les installations seront placées en rétention déportée grâce à des connexions au bassin de rétention. Les écoulements seront canalisés vers cette rétention via des regards siphoniques et une fosse d'extinction de 495 m³. En cas de débordement du bassin, les écoulements seront dirigés vers un bassin de rétention de 2 400 m³.

En cas de débordement de la rétention, les écoulements seront canalisés vers le bassin de confinement de 6 000 m³. Cette zone sera sans risque pour les tiers.

CHAUFFAGE

Les chais ne seront pas chauffés. La température fluctuera entre 10 °C et 25 °C sur l'année. Les bâtiments bénéficieront de l'isolation créée par le béton terre.

TÉLÉCOMMUNICATION

L'entreprise ne prévoit pas l'installation de téléphone fixe. Le personnel travaillant dans les chais et autres bâtiments du site disposera d'un terminal portable.

6.4 CONSOMMATIONS

Le tableau suivant résume les consommations maximales projetées de l'entreprise :

Provenance	Usage	Consommations	
		Moyenne annuelle projetée	Maximale journalière projetée
Eau de ville	Sanitaire, appoint réserve incendie, lavage des installations...	330 m ³	1,3 m ³ *
Électricité	Bureau, pompes, éclairages	460 kWh	1,82 kWh*

* Sur la base de 253 jours d'activité par an.

Tableau 6 : Consommations actuelles et projetées

6.5 FLUX MATIÈRES

Le tableau suivant récapitule les stocks et flux projetés de l'entreprise :

Matières	Quantité max en stock projetée	Flux max Annuel projeté
Alcools entrants	19 200 m ³	4 000 m ³
Alcools sortants		4 000 m ³

Tableau 7 : Stocks et flux de matières projetés

7. CLASSEMENT PROJETÉ DES INSTALLATIONS ET ACTIVITÉS

Le projet consiste en la création de 4 chais de 2 952 m².

Dénomination	Surface	QSP projetée
Chai n° 1	2 952,26 m ²	4 800 m³
Chai n° 2	2 952,26 m ²	4 800 m³
Chai n° 3	2 952,26 m ²	4 800 m³
Chai n° 4	2 952,26 m ²	4 800 m³

Tableau 8 : Synthèse des capacités de stockage projetées

Le tableau suivant présente le classement ICPE des activités projetées sur le site.

N° Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques et capacités des installations	Régime (1)
4755 — 1	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 1. La quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 5000 t.	Chai n° 1 : 4 800 m ³ Chai n° 2 : 4 800 m ³ Chai n° 3 : 4 800 m ³ Chai n° 4 : 4 800 m ³ QSP : 19 200 m³ 19 200 m ³ x 0,947 = 18 182,4 t	A – Seuil Bas R = 2 km

(A) Autorisation (E) Enregistrement (DC) Déclaration sous contrôle périodique (D) Déclaration

Tableau 9 : Classement ICPE projeté

Selon la nomenclature loi sur l'eau mentionnée à l'article R214-14 du Code de l'Environnement, le site est classé au titre de la rubrique suivante :

Rubrique	Intitulé	Capacité du site	Régime
2.1.5.0 - 2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Rejet dans le fossé communal à l'est du site. La superficie du site est de 60 432 m ² soit 6,04 ha.	D

Tableau 10 : Classement du site au titre de la loi sur l'eau

Cependant, suivant l'article D181-15-1 du Code de l'environnement, dans le cadre de la rubrique 2150 de la loi sur l'eau, il n'est pas demandé d'éléments complémentaires à l'autorisation environnementale. D'autre part, le dossier comportera une partie « Eau » en réponse aux éléments exigés par l'article R181-14 du Code de l'Environnement et vaut donc document d'incidences. Un dossier Loi sur l'Eau est présent en annexe.

L'activité de stockage d'alcool sur le site de stockage de la société ne dépasse aucun des seuils d'activités listés dans les rubriques 3000 de cette nomenclature. **Par conséquent, l'entreprise n'est pas concernée par la Directive IED.**

L'inventaire qualitatif et quantitatif des produits présents sur le site au regard des règles de classement SEVESO est présenté dans le tableau suivant.

Nom	Rubrique principale	Seuil haut associé	Poids de la somme			Seuil bas associé	Poids de la somme			
			(a)	(b)	(c)		(a)	(b)	(c)	
Alcools de bouche	18 182,4 t	4755	50 000 t	0	0,363 648	0	5000 t	0	3,636 48	0
Total par somme		-	-	0	0,363 648	0	-	0	3,636 48	0

Tableau 11 : Application de la règle de cumul au site

Le seuil SEVESO BAS est franchi directement et par l'application de la règle de cumul.

Le site sera classé comme SEVESO BAS.

7.1 RAYON D’AFFICHAGE

Au regard du tableau précédent, le rayon d'affichage à retenir pour l'enquête publique est de 2 km et concerne les communes de :

- SEGONZAC ;
- JUILLAC-LE-COQ ;
- ANGEAC-CHAMPAGNE.

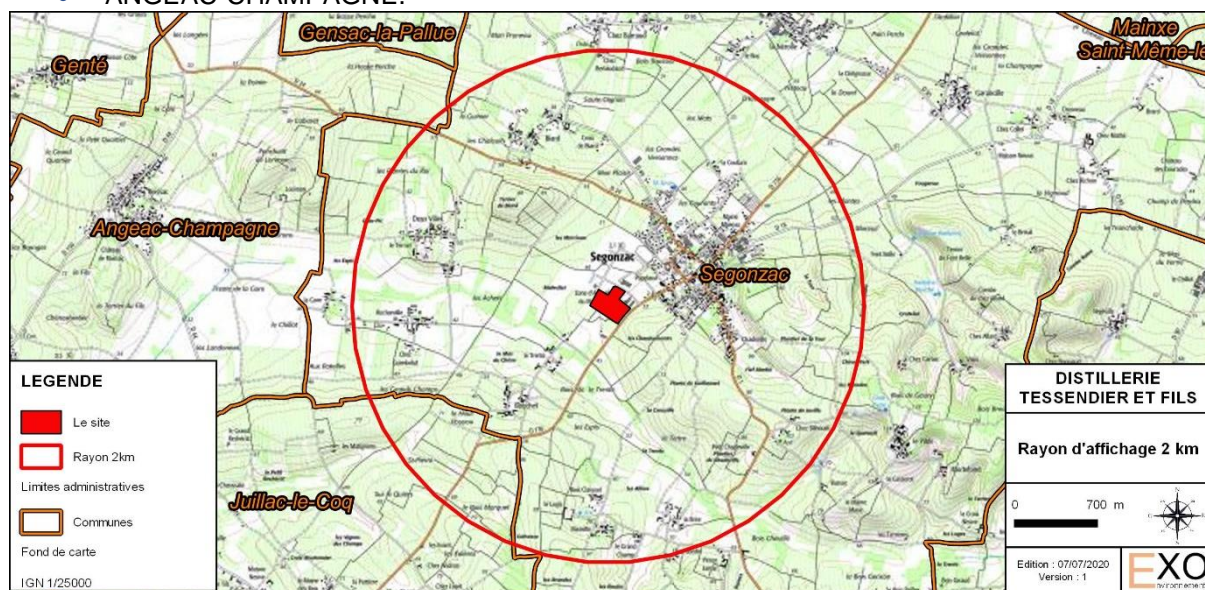


Figure 3 : Rayon d'affichage

Un plan présentant le rayon d'affichage et les communes concernées est présenté en annexe.

Les plans suivants sont joints en annexes :

- le plan de situation au 1/25000 ;
- le plan au 1/25000 présentant le rayon d'affichage et les communes concernées ;
- le plan d'ensemble au 1/2000 ;
- le plan de masse au 1/250.

8. CAPACITÉS TECHNIQUES ET FINANCIÈRES

Le tableau suivant présente les données financières de l'entreprise sur les 3 dernières années.

Année	Chiffre d'affaires (k€)	Capacité d'autofinancement (k€)	Résultat net après impôts (k€)
2017 — 2018	31 975	1 721	764
2018 — 2019	33 329	1 652	2 950
2019 — 2020	29 037	1 405	540

Tableau 12 : Données financières de la société

Le montant global du projet de chais de l'entreprise représente un coût approximatif de 6,2 M€ qui sera financé par un emprunt sur une durée de 15 ans maximum. Cet emprunt sera obtenu auprès des banques Société Générale, Banque Paribas, Crédit Agricole Charente-Maritime et CIC.

Description	Échéance	Coûts
Études		280 000 €
Voiries et réseaux (inclus : plateformes, bassins, réseaux...)	2022	1 600 000 €
Réalisation du chai n° 1	2023	2 400 000 €
Réalisation du chai n° 2	2026	2 400 000 €
Réalisation du chai n° 3	2029	2 400 000 €
Réalisation du chai n° 4	2032	2 400 000 €
Réalisation des bureaux	2030	1 000 000 €
Livraison et installation des cuves du chai n° 1	2023	110 000 €
Livraison et installation des cuves du chai n° 2	2026	110 000 €
Livraison et installation des cuves du chai n° 3	2029	110 000 €
Livraison et installation des cuves du chai n° 4	2032	110 000 €
Futaille du chai n° 1	2023	7 400 000 €
Futaille du chai n° 2	2026	7 400 000 €
Futaille du chai n° 3	2029	7 400 000 €
Futaille du chai n° 4	2032	7 400 000 €
Installation du réseau PIA	2022	600 000 €
Clôture du site	2023	100 000 €
Réalisation des espaces verts	2023	50 000 €
Mise en service du site	2023	50 000 €

Tableau 13 : Planning des travaux et répartition des coûts

La société TESSENDIER ET FILS dispose d'un service QSE. Les missions et responsabilités de chacune des fonctions seront définies et formalisées au regard de l'activité prévue sur le site.

Par ailleurs, Messieurs TESSENDIER sont issus d'une longue famille de distillateurs et de maîtres de chai et exercent des activités dans le domaine depuis de nombreuses années. Au cours de son expérience, ils se sont entourés de personnes possédant de solides compétences techniques.

9. CALCUL DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'entreprise n'est pas concernée par l'obligation de constituer des garanties financières.

10. ÉTUDE DES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

10.1 SYNTHÈSE DE LA SENSIBILITÉ DES MILIEUX

Le tableau suivant présente une synthèse de la sensibilité des milieux au regard de l'état initial réalisé et précise les enjeux associés au projet.

Thème	Description	Sensibilité	Enjeu
1. Localisation et caractérisation du site			
Contexte géographique général	Le site est localisé dans la Zone d'Activités (ZA) des MALESTIERS au niveau de la rue du PETIT MAIRAT sur la commune de SEGONZAC.	Nulle	Fort Positionnement géographique en lien avec l'activité économique des entreprises locales.
Localisation cadastrale	Section AE du cadastre sur les parcelles : 13, 14, 15, 34, 35, 37, 40, 41, 42, 43, 74, 76, 78, 79, 81, 85 et 87	Nulle	Nul
2. Documents de planification			
Communauté de commune	La commune de SEGONZAC est située à l'ouest du département de la CHARENTE, au sud-est de COGNAC. Elle fait partie du canton de CHARENTE-CHAMPAGNE et de la Communauté d'Agglomération du GRAND-COGNAC, créée le 1er Janvier 2017.	Nulle	Nul
SCoT	La commune de SEGONZAC est incluse dans le SCOT du COGNACAIS validé depuis le 28 novembre 2019.	Modérée	Modéré Définit les orientations à venir
Document d'urbanisme	Le site est en zone UXv du PLU de SEGONZAC : secteur d'activités réservé aux spiritueux.	Nulle	Fort Fixe des règles d'aménagement
Servitudes d'urbanisme	Le site est soumis aux servitudes suivantes : <ul style="list-style-type: none"> la servitude AS1 lié au périmètre de protection du captage de COULONGE ; la servitude aéronautique T5 liée à l'aéroport de COGNAC-CHATEAUBERNARD 	Faible	Fort Impose des contraintes d'aménagement
3. Paysages			
Ambiance générale	Site au sein de l'entité paysagère « CHAMPAGNE CHARENTAISE » avec présence prédominante de vignes.	Faible	Faible
Ambiance communale	Le paysage de la commune de SEGONZAC est principalement composé de terres agricoles et d'installations liées à l'activité de production du COGNAC. Site localisé sur des collines calcaires.	Faible	Faible
Ambiance locale	Le site est classé en jachère avec des industries en limite nord. À proximité du site, présence de cultures de vignes et de céréales.	Faible	Faible Il s'agit d'une zone industrielle comportant déjà diverses activités.
Ambiance parcellaire	Le site est une friche	Nulle à Faible	Faible Affectation d'une friche en industriel
Visibilité	Site visible de tous les abords et implanté dans une ZA.	Modérée Intégrée dans la ZA	Faible Construction dans une zone d'activité existante.
4. Environnement humain et industriel			
Population et habitat	Population stable à tendance à la baisse	Nulle	Fort Développement d'une activité économique sur la commune
Contexte économique	Activité prédominante agricole et commerciale au niveau de la commune.	Nulle	Fort Développement d'une activité économique sur la commune
Voisinage immédiat	Voisinage immédiat : <ul style="list-style-type: none"> la D736 à l'est, des terres cultivées au sud et à l'ouest, des entreprises au nord-est et au nord-ouest CHARLEMAGNE MMI, TONNELLERIE TARANSAUD et GUERBE-BEAUDELIN (SARL), la coopérative OCEALIA au sud. 1 ^{ères} habitations à 140 m au nord-est.	Faible — Modérée	Fort Parcelle dédiée au développement des activités du secteur spiritueux
ERP et zones de fréquentation du public	ERP le plus proche est un commerce à 175 m au nord-est. Quelques chemins ruraux à proximité du site	Faible à Modérée	Faible

Thème	Description	Sensibilité	Enjeu
	Aucun chemin de randonnée au sens du plan départemental de randonnée de Charente		
Risques technologiques	Commune concernée par le TMD pour le gaz via la servitude I3 mais le site est en dehors du périmètre de 40 m associé à cet ouvrage. Absence de PPRT sur la commune. Pas de lignes haute-tension au niveau du site. 1 ^{ère} installation ICPE soumise à autorisation située à 760 m à l'est du site Seule entreprise avec des déclarations de rejets est CAMUS située à 2,6 km au nord. Pas de sites BASOL sur la commune de SEGONZAC Sites BASIAS les plus proches sont à 430 m du site. Bassin à vinasses en limite nord du site — source potentielle de nuisance olfactive.	Faible, Activités industrielles environnantes	Fort Maîtrise des risques
5. Biens matériels, patrimoine culturel et archéologique			
Biens matériels et patrimoine culturel	Site en dehors d'un périmètre de protection d'un monument historique	Nulle	Nul
Archéologie	Site en zone de présomption de prescriptions archéologiques. Le projet n'est pas de nature à affecter les éléments du patrimoine archéologique.	Modérée	Fort Volonté de préservation du patrimoine archéologique forte.
6. Accidentologie			
Accidentologie routière	Diminution de 51 % du nombre d'accidents sur les routes de la CHARENTE entre 2010 et 2018.	Faible	Fort Volonté marquée des services publics à réduire cette valeur.
Accidents liés à l'activité du site	Le projet étant la création d'un nouveau site de stockage d'alcools de bouche, ce dernier n'a pas fait l'objet d'accidents.	Nulle	Fort Accidentologie à anticiper notamment par l'étude de dangers
7. Infrastructures			
Réseaux routiers et accès au site	Le site disposera de deux accès : <ul style="list-style-type: none"> un accès goudronné sur la rue du PETIT MAIRAT pour les véhicules légers et les secours, un accès goudronné sur la route à l'ouest pour les poids lourds. Ces accès seront équipés de portails qui seront placés en retrait par rapport à la route. La parcelle du projet dispose d'un accès supplémentaire par les chemins agricoles au sud. Cet accès ne sera pas conservé. Le site est en limite est de la D736 avec 1 845 véhicules par jour et 4,6 % de poids lourds.	Modérée Accès sécurisé et trafic relativement faible	Modéré Assurer la compatibilité avec les infrastructures
Réseau ferroviaire	La gare la plus proche est à COGNAC à 10,7 km au nord-ouest.	Nulle	Nul
Aéroport — aérodrome	L'aéroport le plus proche est celui de COGNAC-CHATEAUBERNARD à plus de 7 km au nord-ouest. Site situé dans la servitude T5 « aéronautique de dégagement ».	Modérée	Modérée Respect des dispositions définies par la servitude T5
Réseau fluvial	La voie navigable la plus proche est la CHARENTE à plus de 6 km au nord.	Nulle	Nul
8. Déchets			
Déchets sur la commune de SEGONZAC	La gestion des déchets est assurée par la CALITOM.	Faible	Nul
Déchets au droit du site	Le projet étant la création d'un nouveau site de stockage d'alcools de bouche, ce dernier ne génère pas à ce jour de déchets.	Nulle	Faible
9. Niveaux sonores et vibrations			
Niveaux sonores	Site non situé dans le PEB de l'aéroport de COGNAC CHATEAUBERNARD. D736 et D24 non associées au PPBE de Charente. Site situé dans une ZA déjà industrialisée.	Forte	Modéré
Vibrations	Pas de sources de vibrations au niveau de la ZA. Vibrations potentielles avec la D736 et la circulation des véhicules et des poids lourds.	Faible	Nul

Thème	Description	Sensibilité	Enjeu
10. Émissions lumineuses			
Émissions lumineuses	Pollution lumineuse environnante moyenne.	Modérée	Faible
11. Données physiques et climatiques			
Topographie	SEGONZAC : secteur vallonné avec plaine en bordure de CHARENTE à 15 m NGF et au sud et est par un massif à 145 m NGF. Site situé à une hauteur comprise entre 47 et 57 m NGF avec une déclivité en direction du nord-ouest variant de 8-10 % côté sud-est à 2-3 % côté nord-ouest.	Faible	Modérée Gestion des eaux de ruissellement
Climatologie	La commune est sous l'influence d'un climat océanique. Ce climat, appartenant à la zone tempérée, se caractérise par des hivers doux et pluvieux et des étés frais et relativement humides. Vitesse moyenne du vent à 3,5 km/h avec un pic de rafale à 144,5 km/h en 2004. Précipitations moyennes à 67,1 mm/mois. Température moyenne à 12,9 °C et la plus élevée à 40,1 °C (1949). Vents dominants ouest et nord-est.	Faible	Nul
Contexte pédologique, géologique et hydrogéologique	Géologie Le site est sur la feuille géologique de COGNAC n° 708. Le site repose sur une alternance monotone de calcaires blanc grisâtre, plus ou moins marneux et glauconieux, tendres et gélifs et comportant, principalement dans la partie moyenne, de petits accidents noirs de silice diffuse et des nodules de marcssite altérée.	Faible	Nul
	Hydrogéologie Le site ne comporte pas de forage, le forage le plus proche est à 320 m au nord. D'après l'Agence de l'Eau, les masses d'eau rencontrées au droit du site sont, dans l'ordre : FRFG073A, FRFG075A, FRFG078A et FRFG094. L'entreprise est située au sein du périmètre de protection rapproché du captage de SAINT-SAVINIEN-COULONGE. IDPR compris entre 400 et 600 avec vulnérabilité importante aux pollutions de surface avec prédominance du phénomène d'infiltration. Résultat de l'étude géotechnique : perméabilité du sol pour les calcaires marneux de 66 à 298 mm/h et absence d'arrivée d'eau dans les sondages.	Forte	Fort Enjeu de préservation des ressources en eaux souterraines
	Pédologie L'étude géotechnique indique la présence de deux couches : <ul style="list-style-type: none"> • 1 couche de terre végétalisée de 0,3 à 0,8 m ; • 1 couche de calcaires marneux blancs jusqu'à une profondeur supérieure à celle des sondages. Il n'a pas été trouvé d'eau lors des sondages. Un piézomètre de diamètre 33/40 mm a été installé et crépiné de 3 m à 6 m. Le sol présente des contrastes en matière de perméabilité.	Nulle	Modéré Influence sur les fondations des nouveaux chais et sur les dimensions de la noue.
Eaux de surface, SDAGE, SAGE et Contrats de milieu	Le site appartient aux bassins des masses d'eau codifiées FRFR17-2 (sud du site) et R3080510 (nord du site). Cours d'eau le plus proche à 3,7 km au nord du site. Absence de cours d'eau et de fossés à proximité du site. État écologique moyen et chimique bon. Objectif état écologique bon en 2027 et bon état chimique depuis 2015. Pas de contrat de rivière sur la commune de SEGONZAC. Absence de captage AEP dans un rayon de 2 km au site.	Faible Absence de cours d'eau permanent à proximité du site	Fort Maîtrise des écoulements
Qualité de l'air	Résultats de la station de COGNAC : résultats conformes aux objectifs de qualité sauf pour l'ozone. Valeur cible du nombre de jours de dépassement respectée et seuils d'informations/recommandations non atteints. Absence d'étude au droit du site.	Faible	Faible
Risques naturels	Risque sismique	Modérée	Modéré à Fort

Thème	Description	Sensibilité	Enjeu
	Le site est sis en zone de sismicité 3, c'est-à-dire dans la zone de sismicité modérée. 9 séismes ressentis et le plus récent est de 2006.		Incidence à maîtriser sur les risques (inondation de cave et gonflement rétractation des argiles) Protection contre les risques
	Risque d'inondation Absence de TRI, AZI et PPRN. Site concerne par le PAPI Charente. Le site est dans une zone sujette aux inondations de caves.	Modérée	
	Aléa et retrait gonflement des argiles Le site est dans une zone fortement sujette au phénomène de retrait et de gonflement des argiles. Cavité souterraine la plus proche à 850 m à l'est du site.	Forte	
	Autres risques Absence de document d'information préventive. 8 arrêtés de catastrophes naturelles dont le dernier est de 2005. Risque foudre : au niveau départemental 1,9 et suite étude ARF évalué à 1,03 coups/an/km². Feux de forêt : non concerné.	Faible	
12. Zones agricoles, AOC, espaces forestiers et maritimes			
Zones agricoles	Activité agricole dominante sur la commune. Orientation viticole sur la commune. L'emplacement de projet est en jachère.	Faible	Faible Caractère industriel du secteur
AOP-AOPC-IGP	L'INAO recense 55 AOC – AOP et IGP au niveau de la commune de SEGONZAC.	Faible	Faible
Espaces forestiers	Pas d'espaces forestiers à proximité immédiate, le plus proche est à 300 m au sud.	Faible	Faible
Zones de pêche	Pas de classement pour le ruisseau la MOTTE à 3,7 km du site.	Nulle	Nul
13. Faune, végétation et milieux naturels			
ZNIEFF	La ZNIEFF la plus proche du site est une ZNIEFF de type 1 référencée 540 007 645 et située à 2,4 km à l'est.	Nulle	Nul
Zones NATURA 2000	La zone NATURA 2000 la plus proche du site est référencée FR5402009 et relève de la Directive Habitats. Elle est située à 4,7 km au nord du site.	Nulle	Nul
RAMSAR	Aucun site RAMSAR à proximité du site (les plus proches sont sur l'île de Ré et le Bassin d'Arcachon).	Nulle	Nul
ZICO	ZICO la plus proche à plus de 20 km à l'ouest (PC04).	Nulle	Nul
Zones humides	Absence de zones humides sur le site et absence d'habitats recensés sur le site en zones humides suivant l'étude faune-flore.	Nulle	Nul
Continuité écologique et trames vertes et bleues	Les installations sont sises dans une zone de corridors écologiques diffus.	Faible La parcelle est déjà fortement anthropisée.	Modéré Le projet ne devra pas nuire à la continuité écologique du milieu.
Réserves de biosphère	Il n'y a pas de réserve de biosphère à proximité (la plus proche est à 25 km)/	Nulle	Nul
Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope	Il n'y a pas de zone couverte par un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope à proximité du projet (le plus proche est à 8 km).	Nulle	Nul
Réserves naturelles	Il n'y a pas de réserve naturelle à proximité (la plus proche est à plus de 70 km).	Nulle	Nul
Parc Naturel Régional et National	Il n'y a pas de Parc Naturel Régional et/ou National à proximité (le plus proche est à 48 km).	Nulle	Nul
Espaces Naturels Sensibles	Il n'y a pas d'ENS à proximité/	Nulle	Nul
Sites classés et inscrits	Site le plus proche à plus de 4,3 km au nord du projet.	Nulle	Nul
Inventaire de terrain	Inventaires biologiques <ul style="list-style-type: none"> 118 espèces végétales recensées — richesse floristique faible dont 1 plante assez rare à l'échelle départementale et 2 autres plantes peu communes — Absence d'espèces protégées et déterminantes pour les ZNIEFF Inventaires Faunistiques	Faible à modérée	Fort Maintien des secteurs sensibles avec le projet

Thème	Description	Sensibilité	Enjeu
	<ul style="list-style-type: none"> Mammifères 10 espèces recensées — 3 espèces de chiroptères communes mais protégées et classées quasi menacées. <ul style="list-style-type: none"> Oiseaux 24 espèces recensées — 9 nicheuses et 10 avec un intérêt patrimonial significatif. <ul style="list-style-type: none"> Amphibiens et reptiles 2 espèces recensées — 1 amphibien assez rare et un reptile commun <ul style="list-style-type: none"> Entomofaune 17 espèces recensées toutes communes ou assez communes à l'échelle régionale Identification de 3 secteurs sensibles en périphérie de l'aire d'étude correspondant à des zones de sensibilité diffuse, à enjeu conservatoire faible compte tenu du statut des espèces observées ;		

Tableau 14 : Synthèse de la sensibilité des milieux

10.2 SYNTHÈSE DES IMPACTS DU PROJET ET DES MESURES PRÉVUES

Les mesures prises par l'entreprise pour maîtriser et limiter ses impacts sur l'environnement sont les suivantes :

Thématiques	Impacts potentiels	Mesures	Impact résiduel					
			Impact	D/ I	C/M/L	P/T	+/-	Niveau d'impact
Phase chantier	Augmentation du trafic de poids lourds. Nuisances de type : bruit, poussières... Production de déchets. Risque de déversement accidentel, pollution.	Respect de la réglementation pour les engins. Gestion des déchets. Présence d'un kit antipollution pour une intervention en cas d'épandage accidentel. Horaires de travaux de jour et (hors week-end et jours fériés).	Présence des engins de chantier	I	C	T	-	Fort
			Modification du paysage	I	M	P	-	Modéré
			Émissions de bruits et de vibrations	D	C	T	-	Modéré
			Modification permanente des sols et des processus d'infiltration	I	M	P	-	Faible
			Augmentation des risques d'accident liés au travaux	I	C	T	-	Faible
			Production de déchets liés aux travaux	D	C	T	-	Faible
			Consommation d'espace agricole	I	C	P	-	Faible
Intégration dans le paysage	Modification du paysage.	Le projet contient une intégration paysagère respectant les règles de la zone ZUx afin de limiter l'impact visuel. Création d'espaces verts et implantation de haies d'essences locales en bordure de site.	Modification du paysage	D	L	P	+	Modéré
Environnement humain et industriel	Augmentation de l'activité	Aucune	Pérennisation d'emplois indirects	I	L	P	+	Fort
			Retombées financières via les prélèvements	I	L	P	+	Fort
			Impact sur le public et les ERP environnants			P		Nulle
Biens matériels, culturels et archéologiques	Site localisé dans une zone ZPPA	Suivi de la prescription d'archéologie préventive	Potentielle zone archéologique au droit du site	D	L	P	-	Modéré

Thématiques	Impacts potentiels	Mesures	Impact résiduel					
			Impact	D/ I	C/M/L	P/T	+/-	Niveau d'impact
Infrastructures	Augmentation du trafic et de l'utilisation des réseaux Dégradation des réseaux lors des travaux	La création d'infrastructures et l'utilisation d'équipements énergétiquement efficaces. La promotion de la sobriété énergétique. L'utilisation de matériaux ayant un faible contenu énergétique. La mise à l'arrêt des engins en cas d'attente prolongée. La mise à l'arrêt des moteurs de camions lors des transferts d'alcool, si le pompage ne nécessite pas d'énergie du camion. Le suivi des consommations. La prévention et la réparation des installations techniques. L'isolation des bâtiments. La sensibilisation le personnel aux économies d'énergie.	Augmentation de la circulation	D	L	P	-	Très faible
			Augmentation de la consommation d'électricité	D	C	P	-	Très faible
			Augmentation de la consommation d'eau	D	C	P	-	Très faible
Déchets	Pas d'augmentation de la production de déchets hormis en phase travaux.	Collecte séparative et tri des déchets y compris durant la phase travaux. Utilisation des filières de traitement existantes sur la ZA.	Nouvelle production de déchets ménagers	D	C	P	-	Très faible
Nuisances sonores et vibration	Pas d'impact significatif	L'entreprise respectera les valeurs d'émissions réglementaires. Les équipements pouvant être des sources d'émissions sonores feront l'objet d'un contrôle régulier. Des campagnes de mesure seront réalisées tous les 5 ans.	Nouvelles sources d'émissions sonores	I	C	P	-	Très faible
Émissions lumineuses	Pas d'impact significatif.	L'éclairage sera dirigé, autant que possible, vers le sol, pour éviter les impacts à l'extérieur du site. Les bâtiments seront conçus de manière à utiliser autant que possible la lumière naturelle, et donc de réduire les besoins d'éclairage artificiel. Les espaces verts seront pourvus de végétation, sur la périphérie du site, permettant de réduire les émissions lumineuses à l'extérieur. Le travail nocturne sera réalisé en intérieur des bâtiments. L'éclairage sera réduit au minimum.	Nouvelles sources émissions lumineuses.	D	C	P	-	Faible à nul
Climat	Augmentation des émissions en lien avec l'augmentation de l'activité	L'entreprise compensera une partie de ses émissions de GES par la plantation d'arbres et l'entretien de ses espaces verts. Le site est conçu pour s'adapter au changement climatique.	Nouvelles émissions de GES	D	C	P	-	Très faible
Risques naturels et anthropiques	Augmentation du trafic dans la ZA des MALESTIERS.	Les mesures liées à la circulation sont détaillées plus haut.	Augmentation du trafic à proximité des autres entreprises de la ZA	D	C	P	-	Très faible

Thématiques	Impacts potentiels	Mesures	Impact résiduel					
			Impact	D/ I	C/M/L	P/T	+/-	Niveau d'impact
	Modification des phénomènes existants d'infiltration, et de ruissellement pouvant modifier les retraits et gonflement des argiles souterraines	L'entreprise mettra en place un dispositif permettant d'infiltrer sur le site les eaux pluviales.	Impact du projet sur les risques naturels			P		Nul
Air	Émission des véhicules Part des anges Envois de poussières pendant phase chantier.	Nuisances limitées à la phase chantier. Mise en place de mesures spécifiques si besoin (arrosage et pédiluve) Utilisation de véhicules respectant la réglementation.	Augmentation du trafic	D	C	P	-	Très faible
			Augmentation de la part des anges	I	C	P	-	Très faible
Eaux superficielles	Consommation d'eau de ville : <ul style="list-style-type: none"> réserve incendie, niveau d'eau de la fosse d'extinction, épaulement, Pollution liée aux écoulements accidentels. Concentration des eaux pluviales (surfaces de toitures et enrobées) Modification des phénomènes d'infiltration et de ruissellement existants pour les eaux de pluie.	L'imperméabilisation du site (aires de dépotages, activités réalisées sous bâtiment...) et la collecte des éventuels écoulements dans la rétention permettront d'éviter toute pollution. L'entretien des engins et des poids lourds, ainsi que leur ravitaillement, seront réalisés sur un site extérieur spécifique. Les produits liquides pouvant engendrer une pollution du sous-sol seront stockés en contenants étanches, sur rétention dimensionnée selon les normes en vigueur pour éviter tout déversement vers le milieu naturel. Les transferts d'alcool seront faits par canalisations et flexibles étanches et résistants à l'action physique et chimique du produit. Les aires de chargement et déchargement des véhicules-citernes seront étanches et reliées au bassin de rétention via la fosse d'extinction. L'exploitant disposera de fiches de sécurité lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents sur son site. Une procédure d'intervention sera respectée en cas de déversement : utilisation d'un système de type feuilles absorbantes ou épandage de sable, récupération des absorbants souillés, évacuation et prise en charge des matériaux impactés par une entreprise agréée, qui en assurera le stockage et le traitement conformément à la réglementation. En cas de pollution avérée du sous-sol, des études seront menées. Les employés seront formés au risque éventuel de pollution.	Risque de pollution par les écoulements accidentels	D	C	T	-	Très faible

Thématiques	Impacts potentiels	Mesures	Impact résiduel					
			Impact	D/ I	C/M/L	P/T	+/-	Niveau d'impact
		Les eaux pluviales issues des aires de dépotage seront traitées avant d'être infiltrées sur la parcelle. Les installations seront placées en rétention déportée via des regards siphoniques et une fosse d'extinction. Le projet est compatible avec les orientations du SDAGE ADOUR-GARONNE.						
Eaux souterraines, sols et sous-sols	Modification des phénomènes d'infiltration et de ruissellement existants pour les eaux de pluie. Pollution des sols et des eaux souterraines en cas de déversement accidentel.	Pour éviter le risque de pollution ou en réduire les effets, les mesures retenues sont les mêmes que celles mises en place concernant l'impact sur l'eau. Gestion des eaux pluviales. Infiltration naturelle pour les eaux des nouvelles toitures. Les eaux n'étant pas issues des toitures seront traitées par un procédé naturel avant d'être infiltrées. Mode constructif des installations adapté à la nature des sols.	Imperméabilisation de surface	D	C	P	-	Faible
			Modification des phénomènes d'infiltration des eaux pluviales sans suivi de la composition des eaux souterraines	I	C	P	-	Modéré
Espaces agricoles, forestiers et halieutiques	Consommation d'espaces agricoles	Le projet va entraîner la consommation d'espaces agricoles. La carte communale est compatible avec les activités projetées de l'entreprise. La zone du projet est prévue à cet effet.	Consommation d'espace agricole.	D	C	P	-	Faible
Faune et flore		Des mesures de préservation des espèces remarquables seront appliquées pendant les travaux. Des espaces verts seront aménagés sur le site. Les 2 mesures d'évitement préconisées en phase chantier et en exploitation seront suivies.	Création de haies et d'espaces verts Mise en place d'un système de récupération des eaux pluviales Évitement du secteur sensible n° 1	D	L	P	+	Modéré
Risque sanitaire	Émissions de gaz d'échappement et de poussières négligeables Émission de la part des anges	Pas de mesures particulières	Émissions de gaz d'échappement et de poussières négligeables Émission de la part des anges	D	L	P	-	Nul

D = Direct ; I = Indirect ; C = Court, M = Moyen, L = Long terme ; P = Permanent ; T = Temporaire ; + = Positif ; - = Négatif

Tableau 15 : Synthèse des mesures prises et des impacts résiduels

A noter qu'il n'y a pas de projet connu suffisamment proche du site pour être susceptible de cumuler ses impacts avec ceux de l'entreprise.

10.3 MESURES DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL

L'entreprise suivra ses performances environnementales au travers de la surveillance de ses rejets notamment par :

- l'absence de fuite sur son circuit de froid par un contrôle annuel par un organisme agréé ;
- le suivi des niveaux de bruit émis par ses installations tous les 5 ans lors de campagnes de mesures en limite de propriété et au niveau des tiers les plus proches ;
- le suivi de ses déchets par la tenue d'un registre ;
- le suivi de la qualité des eaux pluviales infiltrées pas des analyses annuelles ;
- le contrôle régulier de la conformité et de l'état de ses véhicules.